

Délégation Territoriale de l'Aube

Service émetteur :

Service Santé Environnement

Affaire suivie par :

Céline LEGRAND

Courriel : celine.legrand@ars.sante.fr

Tél : 03 25 76 21 50

La Directrice de la Délégation Territoriale de
l'Aube

A

DRIEAT Ile-de-France
Service Politiques et Police de l'Eau
Département ressource et milieux aquatiques
12 cours Louis Lumière
CS 70027
94 307 VINCENNES Cedex

A l'attention de Madame Anne VANDROMME

Troyes, le 20 mai 2025

Nos réf : MAARCH/2025A/2810

Vos réf : 2025-0294 / AIOT n°01-0000-0937

Objet : Demande d'autorisation environnementale – Reconstruction du barrage de BEAULIEU (10)

PJ : avis de l'hydrogéologue agréé concernant ce projet

Vous avez consulté mes services pour avis, par courriel en date du 11 avril 2025, relatif à la demande en objet.

Mes services ont rendu un avis sur ce même projet en novembre 2021. En raison de la présence du captage en eau potable de la Motte-Tilly situé à proximité du barrage (environ 500 m) et du projet d'installation d'une base chantier en périmètre de protection éloignée de ce captage, l'avis d'un hydrogéologue agréé a été sollicité par mes services, afin qu'il se prononce sur l'incidence du projet sur le captage. M. Rambaud, hydrogéologue agréé pour le département de l'Aube, a rendu son avis en mai 2022 (rapport 22.10.ICP.01C). Mes services ont rendu un avis favorable au projet en juin 2022, sous réserve de la mise en œuvre des mesures de prévention prévues par VNF, de la prise en compte de l'avis de l'hydrogéologue agréé et du respect d'un certain nombre de prescriptions complémentaires.

Un nouveau dossier a été déposé en février 2025 par VNF intégrant de nouveaux éléments par rapport à la version initiale, notamment : la construction d'un passerelle piétons-cyclistes et PMR, la modification des parcelles de chantier, des précisions sur les mesures compensatoires de la zone humide et concernant la mulette épaisse.

Les travaux seront réalisés en trois phases, sur trois années.

1/ Circulation des engins de chantier aux abords du captage et dans les périmètres de protection

Une analyse multicritères, prenant en compte les différentes contraintes a été réalisée afin de déterminer quel accès chantier doit être privilégié. La présence du captage d'eau potable de la Motte Tilly, situé à proximité immédiate du chemin d'accès qu'emprunteront les poids lourds n'a semble-t-il pas été prise en compte dans l'analyse.

Dans le nouveau dossier soumis pour avis, il est prévu que les poids lourds accèdent au chantier par la commune de La Motte Tilly, et passent devant la parcelle du captage d'eau potable et dans les périmètres de protections rapprochée et éloignée.

Au vu des risques sanitaires liés à une éventuelle pollution accidentelle au sein de ces zones, les prescriptions suivantes devront être respectées :

- **La vitesse de circulation des véhicules devra être limitée à 15 km/h à la traversée des périmètres de protection du captage ;**
- **Des panneaux indicateurs devront être installés sur les chemins d'accès au chantier, afin de matérialiser la zone de réduction de vitesse ;**
- **Tout véhicule transportant des produit dangereux ou polluants devra accéder au chantier en rive gauche en passant par le village de Fréparoy.**

2/ Stationnement des engins / stockage

Les installations de chantier se situeront au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues.

Une aire de stationnement des engins de chantier ainsi qu'une zone de stockage seront réalisées sur la parcelle CEMEX ZL8, dans le périmètre de protection éloignée du captage d'eau potable de la Motte Tilly. Une pelle mécanique et un ou deux engins de manutention seront stockés sur cette aire, munie d'une membrane étanche. Les conditions d'installation devront être soignées pour assurer l'intégrité de la membrane. Le pétitionnaire s'assurera que la membrane pourra bien contenir des déversements qui résulteraient d'actes malveillants ou de vandalisme, notamment en cas de pluie. Un contrôle de l'état de la membrane sera effectué et consigné, a minima chaque semaine.

Les engins de chantier devront être équipés de kits anti-pollution d'urgence permettant d'absorber d'éventuelles fuites d'huile et/ou de carburant accidentelles.

Les aires de stockage seront situées en dehors des zones soumises à ruissellement ou inondation et comprendront une protection contre la pluie, un sol imperméabilisé ainsi qu'un kit anti-pollution comprenant des dispositifs de rétention (à minima 100% du volume stocké) et d'absorption.

Les zones de stockage des lubrifiants et hydrocarbures utilisés par les engins de chantier seront étanches et confinées. Les lubrifiants et hydrocarbures utilisés par les engins de chantier seront stockés dans des réservoirs en bon état, sur une aire de stockage imperméable et à l'abri des intempéries. Les réservoirs seront également équipés d'un bac de rétention.

Les éventuels autres produits dangereux utilisés sur le chantier seront également stockés dans des conditions limitant au maximum le risque de pollution du milieu naturel, avec une sécurisation de l'accès et une signalétique adaptée au risque : stockage sur rétention, stockage dans des cuves équipées de double peau, stockage dans des milieux imperméables et éloignés de zones sensibles. L'étiquetage réglementaire de tous les contenants devra être vérifié régulièrement.

3/ Eaux de process/ruissellement

Pour le nettoyage des outils, des bacs de rétention seront disposés sur l'aire de lavage, elle-même équipée de bacs de décantation. Les eaux souillées seront évaporées puis évacuées comme déchet.

Les bennes à béton seront lavées sur des bacs de décantation, avec surverse au milieu naturel.

Les engins seront lavés hors périmètre de protection de captage, sur une zone dédiée, sans que l'emplacement ne soit précisé. Un lave-roues sera implanté en entrée de chantier, sur aire imperméable. La position de l'aire de lavage devra être précisée.

Les eaux de ruissellement et de process seront collectées et décantées avant rejet dans la Seine. Des barrages filtrants seront disposés en aval du chantier et des fosses de décantation sont susceptibles d'être mises en place. Il est par ailleurs indiqué que des contrôles pourront être mis en œuvre si besoin.

Il n'est pas détaillé à quel moment il sera décidé de mettre en place les fosses de décantation, ni à quelle condition les contrôles des rejets seront mis en œuvre (paramètres, fréquence...). Par ailleurs, il est mentionné la mise en place de traitement spécifique pour les eaux de process éventuellement chargées en produits dangereux pour l'homme ou l'environnement, sans plus de précision sur la nature des polluants susceptibles d'être récupérés.

Les installations sanitaires de chantier correspondront à des wc chimiques, avec évacuation des déchets par une entreprise spécialisée.

4/ Gestion des pollutions accidentelles / plan de gestion, d'alerte et secours

Le plan d'alerte et d'intervention/secours en cas de pollution accidentelle (déversement de produits dangereux ou toxiques) devra être remis à l'ARS, au maire de La Motte-Tilly et au SDDEA, au moins une semaine avant le début des travaux. Ce plan devra être structuré pour constituer un document à la fois technique et un document de communication imposé à tous les acteurs du chantier. Il doit être reconnu et identifiable facilement.

Le plan devra reprendre l'ensemble des préconisations mentionnées dans l'avis de l'hydrogéologue agréé et les mesures mentionnées dans l'étude d'impact environnementale transmise à mes services.

5/ Surveillance du chantier

Une clôture sera installée autour de chaque zone de chantier.

Une surveillance par caméra vidéo avec télétransmission des images vers un organisme spécialisé ou toute autre personne capable d'assurer la surveillance sera mise en œuvre, afin d'éviter tout acte de malveillance ou de vandalisme. La surveillance doit également s'appliquer aux conteneurs de stockage des produits dangereux.

Tout rejet, brûlage ou enfouissement de déchets est interdit. Les déchets devront être évacués vers des centres agréés.

Au vu des éléments détaillés ci-dessus, mes services émettent un avis favorable au présent dossier, sous réserve du respect de la totalité des éléments indiqués dans l'étude d'impact déposée par le pétitionnaire, des prescriptions énoncées dans le rapport de l'hydrogéologue agréé et des prescriptions complémentaires énoncées ci-dessus.

La Directrice de la Délégation Territoriale de l'Aube
Adrienne GUINÉ

Signé électroniquement
Agence Régionale de Santé GRAND EST
Pour la directrice générale et par délégation - La Directrice de
la Délégation Territoriale de l'Aube,
Adrienne GUINE
Nancy le 27/05/2025